

# **NON AUX 1607 HEURES, SOUTIEN AUX AGENTS MUNICIPAUX EN GRÈVE !**

La lutte déclenchée depuis plusieurs jours par les territoriaux de Rouen est à la fois exemplaire et fondamentale. Et les grèves avec blocage montrent la voie. Il y en a assez que ce soient toujours les mêmes qui s'en prennent à chaque fois plein la tronche. C'est déjà le sous-effectif et les trop bas salaires dans la plupart des services (et pas que dans les collectivités territoriales) !

Depuis le début de la crise sanitaire, ce sont les agents hospitaliers, de l'Éducation, des voiries, les employés de commerce, les chauffeurs de bus... qui ont été en première ligne et qui ont permis à la société de continuer à fonctionner. Au gouvernement comme dans les mairies, dans leurs bureaux confortables et avec leurs revenus tout aussi confortables, ils parlaient aux caméras du « monde d'après » qui serait mieux. Et on nous prépare un monde de maintenant qui est pire que le précédent !

Les DRH se cachent derrière la loi d'août 2019 qui va instaurer les pires reculs, mais bien évidemment la loi c'est le prétexte, toutes ces collectivités, même celles qui se prétendent de gauche, appliquent sans aucune résistance le recul social. Il faut dénoncer cette loi et refuser de l'appliquer.

Nous soutenons la lutte des territoriaux car tous les travailleurs sont actuellement attaqués de la même manière : toujours plus d'heures pour toujours moins de salaire. Et tous les usagers voient le manque de services publics qui sont démantelés ou privatisés, et où les agents n'arrivent plus à remplir leurs missions : combien d'écoles où il manque du personnel pour nettoyer, pour accueillir les enfants. Combien d'anciens sont délaissés ?

Le problème n'est pas qu'à Rouen, tous

les territoriaux de l'agglomération, de Petit Quevilly et d'autres, sont en train de subir le même type d'attaque. Les mêmes majorités PS-EELV-PCF y sont en place. Comment malgré les sales coups, les élus qui disent défendre le service public continuent-ils de participer aux majorités avec le PS.

Il faut voter contre l'application de cette loi de régression, et cesser de soutenir encore ces maires et cette présidence d'agglomération qui accompagnent la politique de Macron. Et c'est pareil à Paris où la grève est annoncée pour la semaine prochaine, à Clermont Ferrand etc. Les régions et les départements vont subir le même sort dès les élections passées.

Il faut une grève commune à toutes les collectivités territoriales sinon on se fera balader chacun dans notre coin. Nos syndicats devraient appeler nationalement à la grève partout pour exiger le retrait pur et simple de la loi de casse de la fonction publique ! Et si la préfecture ose passer en force, alors nos syndicats devraient organiser la solidarité dans les autres entreprises et dans le reste de la fonction publique, auprès des usagers...

On ne peut pas accepter que la société fonctionne comme ça alors que les ultra riches et les très riches se gavent. Macron trouve des dizaines de milliards pour les actionnaires des grands groupes, et pendant ce temps la population et les travailleurs voient leurs vies se dégrader de jour en jour, nous ne l'acceptons pas ! Il y en a assez de la dictature de la rentabilité jusque dans les rues et les cours d'école. Contre le capitalisme et les politiciens à son service, nous luttons pour le socialisme, pour que les services publics soient gérés démocratiquement par les agents en lien avec la population et pour satisfaire les besoins de toutes et tous

**Non aux 1607 heures, pas touche à nos congés et à nos repos, pour des embauches de personnel titulaire et l'augmentation des salaires !**

Tract édité par la **Gauche Révolutionnaire**

**Rejoins-nous ! > [grcontact@hotmail.com](mailto:grcontact@hotmail.com) // 07.81.32.75.89**

[www.gaucherevolutionnaire.fr](http://www.gaucherevolutionnaire.fr) // Fb-Twitter-Insta Gauche Révolutionnaire

